

<http://lipietz.net/Europe-Ecologie-a-l-heure-de-l-affirmation>

"Appel du 23 mars"

Europe Ecologie à l'heure de l'affirmation

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: mardi 23 mars 2010

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

En moins d'un an, Europe Ecologie est devenue la troisième force politique française. Malgré un certain recul, le résultat des élections régionales confirme celui des élections européennes. L'écologie est désormais reconnue comme porteuse d'un projet de société crédible. Elle s'affirme comme une nouvelle offre politique, dépositaire d'une "autre voie". Son rôle consiste désormais à mettre en oeuvre une mutation écologique, économique et sociale adaptée à la nouvelle donne planétaire.

Pour que ce projet se poursuive et s'enracine durablement, jusqu'à devenir le nouveau pivot de la vie politique, le rassemblement Europe Ecologie est confronté au défi de sa propre évolution. Celle-ci repose sur une double exigence : consolider la singularité politique de notre mouvement et penser sa métamorphose organisationnelle, dans le sens de l'autonomie.

Les signataires de ce texte proposent de mettre en débat les principes et les conséquences de cet objectif au sein d'Europe Ecologie afin de franchir ensemble une nouvelle étape. Nouvelle étape que l'existence d'une délégation commune d'eurodéputés à Bruxelles et les nouveaux groupes d'élus dans les conseils régionaux préfigurent d'ores et déjà.

Consolider une identité politique autonome

Europe Ecologie a bâti son identité (et son succès) sur l'affirmation du caractère déterminant de la crise écologique globale et de ses conséquences sociales ainsi que sur la promotion d'un projet porteur de solutions. Nous avons incarné cette orientation dans un programme de transformation écologique de l'économie et de la société qui installe le critère de la régulation écologique - l'éco-conditionnalité - au coeur des choix publics.

Notre mouvement s'est ainsi affirmé en développant sa propre cohérence entre environnement, social, économie, éthique, solidarité et démocratie. C'est cette singularité politique qu'il nous appartient désormais de renforcer en tant qu'alternative aux crises qui minent les civilisations et dont les effets s'enracinent dans le système productiviste dominant.

L'affirmation de l'autonomie idéologique et programmatique de l'écologie politique constitue maintenant la poutre maîtresse de notre identité. L'écologie ne doit plus se sentir sommée de choisir son camp pour s'aligner sur ce qui n'est pas elle.

Notre revendication d'autonomie politique ne saurait nous conduire pour autant à camper dans un splendide isolement, en attendant une hypothétique majorité. Les ravages de la crise ne permettent aucun retard à la mise en oeuvre du changement. Si nous nous situons sans ambiguïté dans l'opposition au gouvernement UMP et à l'omniprésidence Sarkozy, dont la politique conforte la machine à aliéner les humains et à épuiser la terre, nous sommes favorables à des partenariats et à la constitution de majorités, ponctuelles ou durables, autour des solutions écologiques, sociales et démocratiques pour desserrer l'étau de la crise.

Construire l'autonomie organisationnelle

Privée d'outil, la politique est impuissante. Il s'agit donc de trouver les formes opérationnelles qui donnent corps à nos idées pour qu'elles s'incarnent dans le tissu social et qu'elles deviennent vraiment réalité.

Europe Ecologie a su établir un compromis dynamique entre une force structurée - les Verts - et un mouvement convergent de sensibilités diverses. Les différenciations ont laissé la place à l'élan commun. Elles l'ont même nourri.

Ce pacte de vie commune fut notre coup de génie collectif. Loyalement respecté par tous, il a permis d'installer notre crédibilité.

Il est aujourd'hui caduc dans la mesure où il est manifestement inadapté à la nouvelle donne politique. Au niveau où elle est maintenant installée, au regard des enjeux et de ses responsabilités nouvelles, l'écologie politique ne peut plus se satisfaire d'une forme organisationnelle hybride, pragmatique et fragile. Prolonger la cohabitation entre un parti et un réseau reviendrait à se condamner au surplace, voire à la désagrégation. Il n'est plus possible de soumettre les décisions à plusieurs structures de validation dont les procédures ne sont pas collectivement partagées.

Il nous faut passer maintenant du compromis au cadre neuf d'un mouvement ouvert à de nouvelles énergies, structuré pour durer, fort d'une identité partagée et d'une expression politique commune, organisé de manière identique pour tous, avec des militants à égalité de droits et de devoirs, en débat permanent avec les acteurs de la société et les citoyens.

L'heure est à l'unité. Après un débat aussi large et régionalisé que possible, des Assises fondatrices (ou Etats généraux constitutifs) lanceront un nouveau mouvement de l'écologie politique qui formalisera la métamorphose d'Europe Ecologie et des Verts pour porter le projet écologiste aux élections de 2012.

L'heure est à l'égalité. Le futur mouvement de l'écologie politique sera un rassemblement de personnes et d'élus adhérant individuellement à cette nouvelle formation par l'acte symbolique et matériel de la cotisation.

L'heure est à la clarification. Après un temps d'adaptation respectant les transitions nécessaires à l'intégration de chaque sensibilité et de chaque groupe au nouveau mouvement, dans un délai qui reste à définir, les membres du futur mouvement de l'écologie politique devront renoncer à leur appartenance à une autre organisation politique.

L'heure est à la transparence démocratique. Les décisions structurantes devront faire l'objet de votes impliquant directement l'ensemble des membres. La désignation des organes dirigeants fera évidemment l'objet d'une procédure démocratique.

L'heure est à l'ouverture, en organisant des agoras régionales et nationales régulières au sein desquelles s'impliqueront les forces vives de la société. La structure organisationnelle de l'écologie politique doit être en permanence ouverte sur la société, au contact des acteurs sociaux, associatifs, économiques et des citoyens.

L'objectif de transformation écologique de la société, l'espoir social dont nous sommes porteurs, les responsabilités présentes et à venir dans l'exercice du pouvoir, nous conduisent à pousser plus avant notre logique fondatrice. Nous devons aller de l'avant et faire le choix d'une affirmation commune dans une nouvelle formation politique aux contours inédits comme nous le mettons déjà en oeuvre à Bruxelles et dans les nouveaux conseils régionaux. Nous appelons donc à la métamorphose d'Europe Ecologie et des Verts en un mouvement politique unifié et pérenne qui porte le projet de transformation écologique et social.

Un débat et un calendrier

Nous sommes conscients de la difficulté à mettre en oeuvre une telle métamorphose qui devra aussi ménager les

rythmes nécessaires à l'adaptation de chaque composante constitutive de notre rassemblement ou désireuse de le rejoindre.

C'est l'objet du débat qui est devant nous, lequel devra cheminer entre deux écueils :

- ▶ Reproduire stricto sensu la "forme parti" traditionnelle reviendrait à consentir à nouveau à la dictature de l'interne et à ses pesanteurs. De même, une fédération de partis et courants, fondée sur l'origine politique des membres, reproduirait le schéma partidaire en le cristallisant sur le passé.
- ▶ Se satisfaire d'une "forme réseau" conduirait à une certaine impuissance. Les réseaux constituent une force d'action diffuse et souple conforme à notre désir de pratiques politiques différentes, mais ils ne sauraient remplacer la nécessité de provoquer un impact global dans le champ politique et institutionnel.

Entre ces deux extrêmes, d'autres formes d'organisation peuvent être imaginées et bâties intelligemment. Des pistes existent qu'il s'agit de rendre opérationnelles : pratiques référendaires, votations sur les orientations stratégiques, consensus comme méthode de gouvernement...

De même, un socle organisationnel commun n'interdit pas de mettre en place d'autres formes participatives au projet écologiste, sous forme de réseaux. L'ancrage de l'écologie politique relève davantage de pratiques dynamiques avec les acteurs de la société civile que des impératifs d'un parti.

A tous nos comités, à tous nos réseaux, aux partis intégrés à Europe Ecologie, aux groupes de nouveaux élus de se saisir de ce débat sur le devenir de notre maison commune. C'est notre feuille de route maintenant.

Sans préjuger de l'émergence d'autres questions politiques comme celle de notre attitude lors des futures échéances présidentielle et législatives, nous proposons que ce débat acte en priorité les deux points cardinaux que nous développons dans ce texte : autonomie politique et autonomie organisationnelle.

Reste à adopter consensuellement un calendrier pour ce débat. De notre point de vue, sa conclusion doit intervenir en amont des futures échéances électorales avec des Assises fondatrices du nouveau mouvement fin 2010 ou début 2011, après une étape intermédiaire de restitution des débats régionaux dès juin 2010 et une poursuite de la réflexion lors des journées d'été du rassemblement et des Verts.

Ainsi nous continuerons ensemble le chemin.

André ASCHIERI, Danièle AUROI, Sandrine BELIER, Jean-Paul BESSET, Marie-Christine BLANDIN, Christian BOUCHARDY, José BOVE, Jean-Marc BRULE, Pascal CANFIN, Yves COCHET, Daniel COHN-BENDIT, Françoise COUTANT, Karima DELLI, François DE RUGY, Jean DESESSARD, François DUFOUR, Pascal DURAND, Jacques FERNIQUE, Mireille FERRI, Hélène FLAUTRE, Stéphane GATIGNON, André GATTOLIN, Sacha GOLDMAN, Guy HASCOET, Yannick JADOT, Ghislaine JEANNOT-PAGES, Eva JOLY, Pierre LARROUTOUROU, Alain LIPIETZ, Eric LOISELET, Jean-Philippe MAGNEN, Noëli MAMERE, Mickaël MARIE, Caroline MECARY, Jacques MULLER, Christophe PORQUIER, Michèle RIVASI, Jean-Louis ROUMEGAS, François SIMON, Anne SOUYRIS, Claude TALEB, Dominique VOYNET...